

TROISIÈME LIEN - CONSTRUIRE UN TUNNEL QUÉBEC-LÉVIS SERAIT UN GASPILLAGE PHARAONESQUE

Québec, le 27 juin 2019 – Le Conseil régional de l'environnement de la Capitale-nationale, ENvironnement JEUnesse, Équiterre, La Fondation David Suzuki, Greenpeace, Le Pacte, Trajectoire Québec et Vivre en Ville rappellent que le projet de tunnel entre Lévis et Québec représenterait un gaspillage pharaonesque de fonds publics. Ce gouvernement, qui s'autoproclame pragmatique, procède à l'aveugle pour ce qui serait le plus important investissement public des prochaines années: les coûts ne seront pas connus avant le dépôt du dossier d'affaires et les impacts environnementaux sont inconnus, mais la ministre Guilbault maintient l'engagement irresponsable de commencer les travaux avant octobre 2022.

UN PROJET EXCESSIF ET INJUSTIFIÉ

Le troisième lien n'est pas un projet modéré, comme souhaite le faire paraître le gouvernement Legault. Aucun expert n'appuie ce projet extrêmement coûteux et dont l'utilité n'a pas été démontrée. Rappelons que l'Enquête origine destination de la région de la capitale nationale démontre que moins de 1 % des déplacements régionaux à l'heure de pointe du matin proviennent de l'est de Lévis à destination de l'est de Québec (4300 déplacements sur 518 000 selon l'Enquête origine-destination 2017).

CITATIONS :

Selon Karel Mayrand, directeur de la Fondation David Suzuki pour le Québec, « Le troisième lien est pour le gouvernement Legault ce que l'achat du pipeline Trans Mountain a été pour le gouvernement Trudeau: un test de crédibilité sur le dossier du climat. L'intention évoquée hier par le premier ministre d'utiliser le Fonds vert pour financer des transports collectifs dans cette infrastructure routière n'est qu'une vaine tentative d'écoblanchiment. Le Fonds vert ne doit pas servir à augmenter les émissions de GES mais à les réduire »

« La Politique de mobilité durable et tous les experts affirment que l'augmentation de la capacité routière contribue à l'accroissement de la congestion et des émissions de GES. Des milliards de dollars dépensés uniquement pour le respect d'une promesse électorale, ce n'est pas de la gestion responsable et c'est incohérent avec l'intention affichée du gouvernement de vouloir faire face à l'urgence climatique » a déclaré Jessie Pelchat, chercheure en transport chez Équiterre.

« Le gouvernement du Québec et le ministre des Transports ont très bien travaillé dans les dossiers de transport collectif depuis octobre dernier. Le gouvernement va recevoir en 2020 le dépôt des études du consortium d'ingénieurs sur les besoins en transport, l'optimisation du réseau routier et de transport collectif, ainsi que la nécessité de proposer des solutions qui ont été éprouvées ailleurs dans le monde.

Je reste confiant que le gouvernement saura regarder les chiffres pour ce qu'ils sont, avec intelligence et pragmatisme, et décider de ne pas aller de l'avant avec un 3e lien autoroutier entre Québec et Lévis », souligne Alexandre Turgeon, directeur général du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-nationale.

« Alors que le gouvernement entame un chantier sur le financement des réseaux de transport, il doit faire preuve d'une grande rigueur quant à l'orientation de ses investissements », affirme Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur de l'Alliance TRANSIT. Encore tout récemment, monsieur Guy Bergeron, ingénieur spécialisé en conception de routes au MTQ, expliquait le défi colossal d'entretenir l'énorme réseau routier québécois. Rappelons aussi que le gouvernement s'est engagé à atteindre un niveau d'investissement égal (50-50) au PQI pour les transports collectifs et le réseau routier. Cela qui signifie actuellement plus d'une dizaine de milliards supplémentaires à investir en transport collectif. Il serait pratiquement impossible d'y arriver en y ajoutant des milliards dans le développement de la capacité routière.»

« Il ne s'agit pas d'un projet autoroutier ordinaire. Même avec le meilleur cadre réglementaire, l'incitatif à l'étalement urbain serait monstrueux, nuirait à la consolidation des secteurs à fort potentiel et encouragerait la spéculation sur le territoire agricole », souligne Jeanne Robin, directrice principale de Vivre en Ville. « En abandonnant l'idée de traverser l'île d'Orléans, le gouvernement montre toutefois qu'il est capable d'évoluer sur ce dossier. Souhaitons que sa réflexion s'approfondisse aussi sur les éléments fondamentaux du projet, pendant qu'il en est encore temps. »

« Le gouvernement est complètement déconnecté de la réalité d'aujourd'hui. Depuis des mois, les jeunes se mobilisent de manière historique pour exiger des actions concrètes face à la crise climatique de la part de nos gouvernements. La construction d'un 3e lien entre Lévis et Québec, augmentant de manière dangereuse nos émissions de GES, est incompatible avec la décarbonisation de notre société », rappelle Catherine Gauthier, directrice générale d'ENvironnement JEUnesse.

« Le gouvernement Legault continue à reculer dans la lutte climatique en se lançant tête première dans un projet insensé, décrié par tous les experts en transport, s'est insurgé Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie chez Greenpeace Canada. Dans l'actuel contexte d'urgence climatique qu'a reconnue M. Legault, le projet de 3e lien doit être renvoyé aux calendes grecques, car il entraînerait inévitablement une augmentation de l'étalement urbain et des émissions de gaz à effet de serre».

« Le gouvernement fait la grand messe pour consulter tout le monde sur le prochain plan d'action climat et de l'autre côté poursuit un des projets les plus aberrants qui va annuler tous les efforts de changements de comportements qui sont essentiels

pour répondre à l'urgence climatique. Le 3e lien ne doit pas voir le jour point », affirme Dominic Champagne, co-instigateur du Pacte pour la transition.

« Ce n'est pas en mettant une voie réservée sur une infrastructure autoroutière que cela devient un bon projet de transport collectif. Pour répondre aux besoins des usagers de la région de Québec, il faut prioriser le réseau structurant et mettre de côté le projet de troisième lien » dénonce Sarah V. Doyon, directrice de Trajectoire Québec.

-30-

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Alexandre Turgeon, Directeur général, CRE - Capitale-Nationale
alexandre.turgeon@cre-capitale.org
418-522-0006 #3161